



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Un nouveau mouvement international se lève pour Abolir Frontex (« Abolish Frontex »)**

**9 juin 2021** – Aujourd’hui, des actions viseront l’Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, et ce, dans sept pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Iles Canaries, Maroc, Pays-Bas et Suisse). Ces actions marquent le lancement de la campagne internationale « **Abolish Frontex** », qui appelle au définancement et au démantèlement du régime frontalier meurtrier de l’Europe et avec lui, à la fin de la militarisation des frontières européennes.

A Bruxelles, berceau des institutions européennes, ce sont les bureaux de Frontex situés au 18, Avenue d’Auderghem qui ont été maculés de rouge sang et d’affiches pointant du doigt la responsabilité politique et exécutive majeure de l’Agence dans la politique migratoire européenne si meurtrière. La rue où se situe ces bureaux a également été rebaptisés en « Avenue meurtrière » par le collectif.

Dans une [lettre ouverte](#) adressée à la Commission européenne, au Conseil, au Parlement et à la direction de Frontex, la coalition de la campagne a souligné les pratiques illégales et inhumaines de la "Forteresse Europe", citant 40.555 décès liés au passage des frontières de l’Europe depuis 1993 seulement. *"Laissés à l’abandon dans la Méditerranée, l’Atlantique et le désert, abattus aux frontières, morts par suicide dans les centres de détention, torturés et tués après avoir été expulsés - l’UE a du sang sur les mains"*, peut-on lire dans la lettre.

Le lancement de la campagne pour l’abolition de Frontex coïncide avec une expansion massive de l’agence. Frontex dispose désormais d’un budget de 5,6 milliards d’euros jusqu’en 2027, et prévoit d’engager 10.000 gardes-frontières armés d’ici la fin de la période. Son budget a augmenté de plus de 7560% depuis 2005, utilisant ses nouvelles ressources pour acheter ses équipements tels que des navires, des hélicoptères et des drones. Pendant ce temps, l’Europe a construit plus de 1.000 kilomètres de murs et de clôtures aux frontières.

La coalition de la campagne - qui comprend des groupes comme Agir pour la Paix, Vredesactie et Getting the Voice out pour la Belgique mais aussi Sea-Watch, Watch the Med - AlarmPhone, ou le Transnational Institute- a publié une liste de demandes pour accompagner leurs actions. Celles-ci comprennent l’abolition pure et simple de l’agence Frontex ainsi que la fin de la détention et de l’expulsion des migrants.

Après le lancement le 9 juin, la campagne prévoit d’organiser une série d’actions dans des villes de toute l’Europe, afin de faire valoir ses principales revendications à Bruxelles, dans tous les États membres de l’UE et dans toutes les juridictions qui sont complices de la forteresse Europe.

Luca de la campagne ‘Abolish Frontex’ dit : *"Si nous croyons vraiment que tous les humains sont égaux, nous devons démanteler les systèmes qui maintiennent l’inégalité en place. Frontex, en tant*

*que partie du complexe industriel frontalier, n'a pas sa place dans notre vision d'une société européenne luttant pour la justice et engagée à réparer les dommages infligés au sud du monde dans un état d'esprit de suprématie blanche."*

Taylor ajoute : "*Nous ne demandons pas une meilleure politique migratoire européenne : nous exigeons l'abolition de Frontex et la fin de la militarisation des frontières. Et nous agissons pour y parvenir."*

Contact presse : [Stephanie@agirpurlapaix.be](mailto:Stephanie@agirpurlapaix.be) - +32495698273

Des mises à jour des actions seront disponibles sur les réseaux sociaux (Twitter: abolishfrontex / FB/IG: Abolish Frontex)

Site internet de la campagne: <https://abolishfrontex.org>